Burundi : un pourvoi empêche la libération du journaliste Ruvakuki

Source AFP Le journaliste burundais Hassan Ruvakuki, condamné à trois ans de prison, ne peut bénéficier d'une mesure de liberté conditionnelle car le Parquet s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel réduisant sa peine, a annoncé mardi le ministre burundais de la Justice. Le 8 janvier, la Cour d'appel avait ramené à trois ans de prison la peine d'Hassan Ruvakuki, arrêté en novembre 2011 et condamné en première instance à la prison perpétuelle pour terrorisme, requalifiant les faits en participation à une association formée dans le but d'attenter aux personnes et propriétés.

M. Ruvakuki était accusé d'être impliqué dans une attaque lancée depuis la Tanzanie sur une localité de l'est du Burundi par une nouvelle rébellion, alors que le journaliste affirme avoir suivi les activités de cette rébellion dans le cadre de son métier. Le ministre public a interjeté un pourvoi en cassation et par conséquent, le ministre de la Justice ne peut pas lui accorder la libération conditionnelle car son jugement n'est pas encore devenu définitif, a déclaré le porte-parole du ministre de la Justice, Dô Ruberintwari, au cours d'une conférence de presse. Lors du procès en appel, le procureur avait requis à nouveau la perpétuité contre le journaliste. Plus tard dans la journée, la police burundaise avait dispersé à Bujumbura une manifestation d'une cinquantaine de journalistes burundais demandant la libération anticipée de Hassan Ruvakuki, également clamé par son avocat et des ONG de défense de la liberté de la presse. Les journalistes, portant des tee-shirts blancs à l'effigie du journaliste, correspondant en swahili de Radio France Internationale (RFI), avaient commencé à se diriger vers le Palais de justice de Bujumbura, quand ils ont été rapidement bloqués par un cordon de Police. Les policiers leur ont demandé de se disperser en faisant valoir que leur manifestation était illégale, avant de tirer des grenades lacrymogènes. Nous condamnons fermement le comportement de la Police qui vient de nous charger violemment à coups de grenades lacrymogènes, alors qu'on manifestait pacifiquement, a réagi Alexandre Niyungeko, le président de l'Union burundaise des journalistes. Les journalistes avaient déjà manifesté trois fois depuis la mi-janvier, sans incident et sans que la Police intervienne, pour demander que M. Ruvakuki bénéficie d'une remise en liberté conditionnelle.